

N° 5174<sup>3</sup>

## CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

**PROJET DE LOI****portant création des Maisons d'Enfants de l'Etat**

\* \* \*

**AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE**

(2.10.2003)

Par sa lettre du 11 juillet 2003, Madame la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a bien voulu demander l'avis de la Chambre de Commerce au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

L'objet du projet de loi est de créer une base légale pour les structures publiques d'accueil et d'assistance pour enfants. Il est proposé de réunir ces structures d'encadrement dans un ensemble appelé „Maisons d'Enfants de l'Etat“.

Même si des institutions prenant en charge des orphelins ou des enfants déshérités existent déjà depuis la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, un cadre légal spécifique régissant l'encadrement de ces enfants fait défaut à l'heure actuelle, si ce n'est que la section de la loi du 10 février 1984 portant organisation des services du Centre du Rham qui concerne les maisons, homes et foyers pour enfants et adolescents, et plus particulièrement le statut de leur personnel.

Jusqu'ici cette matière était le plus souvent traitée en marge de l'accueil des personnes âgées, alors que ces deux domaines – encadrement de personnes âgées et assistance aux enfants en difficultés –, bien que faisant partie des missions et des actions en matière sociofamiliale, sont différentes tant en ce qui concerne l'organisation et le fonctionnement que quant à la finalité recherchée. Par ailleurs, le placement et l'assistance aux enfants en difficultés sont des domaines en pleine mutation et les connaissances acquises en la matière ont évolué de manière importante et rapide au cours des dernières années.

Aussi la Chambre de Commerce approuve-t-elle l'objet primaire du présent projet de loi qui consiste à créer un ensemble de structures d'accueil pour enfants et à lui conférer une base légale. Le projet vise également à définir clairement les missions des Maisons d'Enfants de l'Etat et à les différencier de celles d'autres institutions complémentaires, telles que les Centres socio-éducatifs de l'Etat.

Par la suite, la Chambre de Commerce se limite à faire quelques observations concernant la structure et les missions des Maisons d'Enfants de l'Etat.

\*

**1. LA STRUCTURE DES MAISONS D'ENFANTS DE L'ETAT**

Les auteurs du projet de loi proposent que les Maisons d'Enfants de l'Etat sont placées sous la tutelle du Ministre ayant la Famille dans ses attributions, alors qu'une commission administrative est chargée d'assurer le lien entre le Ministre de tutelle et les Maisons d'Enfants de l'Etat ainsi que d'assister et de conseiller la direction de ces dernières dans la conception et la réalisation de sa politique de fonctionnement et de développement de l'institution.

La Chambre de Commerce est d'avis que la structure des Maisons d'Enfants de l'Etat proposée s'apparente à celle d'un établissement public. Même s'il faut éviter la création tous azimuts d'établissements publics et vérifier à chaque fois si la finalité d'une mission publique spécifique justifie le recours à un tel établissement et en assurer un contrôle financier efficace, la Chambre de Commerce estime que dans le présent domaine, la création d'un établissement public s'impose, à l'instar de ce qui

est prévu par la loi du 23 décembre 1998 prévoyant entre autres la création de deux établissements publics dénommés 1) Centres, Foyers et Services pour personnes âgées et 2) Centres de gériatrie.

Cette forme d'organisation pourrait parfaitement répondre à la nécessité pour l'Etat de disposer d'un instrument propre lui permettant d'accomplir sa mission d'assistance des enfants déshérités.

L'établissement public, dénommé Maisons d'Enfants de l'Etat, pourrait être géré de façon autonome et conformément aux règles du droit privé.

Aux yeux de la Chambre de Commerce, la forme juridique de l'établissement public géré d'après le droit privé peut entraîner, à côté de l'autonomie financière et administrative, aussi une flexibilité accrue au niveau du fonctionnement et rapproche les services sociaux des règles normales du marché, ce dernier objectif étant largement visé par la politique actuelle des Etats membres de l'Union européenne.

La Chambre de Commerce regrette que deux tiers des articles du projet de loi sont consacrés à des questions de carrière, de hiérarchie et de nomination du personnel.

Dans le contexte d'une dégradation de la situation financière du budget de l'Etat, il est important de ne pas introduire de nouvelles charges salariales qualifiées „d'incompressibles“ par le Gouvernement. Il ne faut pas sous-estimer le coût du personnel de la nouvelle structure, pour laquelle les auteurs du projet de loi prévoient surtout une dotation en personnel hautement qualifié. La tendance vers l'académisation des services d'assistance sociofamiliales est soutenue dans le présent projet de loi.

La Chambre de Commerce estime que les nouveaux engagements de personnel des différentes structures devraient se faire sous le statut du droit privé, alors que le personnel actuel garderait son statut ou son contrat de travail originaire. Cette façon de procéder permettra, entre autres, d'obtenir une organisation hiérarchique plus souple et des transformations de postes plus faciles.

Aux yeux de la Chambre de Commerce, il est important de mettre un accent sur la formation continue du personnel en place, ce qui est d'ailleurs prévu à l'article 4 du projet de loi. Le commentaire des articles précise à cet égard que la formation continue devra être intégrée dans le travail et qu'elle pourra se faire en collaboration avec d'autres institutions et services.

\*

## 2. LES MISSIONS DES MAISONS D'ENFANTS DE L'ETAT

L'article 2 du projet de loi définit les missions du nouvel ensemble. Ces missions, qui n'avaient pas été évoquées dans les lois précédentes (de 1901, de 1968 et de 1984), sont les suivantes: mission d'accueil et d'hébergement, mission éducative et sociale, mission d'accompagnement pédagogique, mission de formation scolaire et professionnelle et mission d'innovation et de recherche.

En ce qui concerne cette dernière mission, la Chambre de Commerce reconnaît le bien-fondé de l'intégration de la recherche de nouvelles pratiques et connaissances dans ce domaine social hautement évolutif. Afin d'assurer un transfert efficace de résultats innovants ou de nouvelles réponses aux réalités sociales changeantes, il y a lieu d'assurer une collaboration intense avec toutes les structures existantes, privées ou publiques, oeuvrant dans le domaine social.

Par ailleurs, les actions relatives à la mission d'innovation et de recherche sont à coordonner avec celles effectuées par les organisations ou institutions spécialisées existantes (cf. enseignement supérieur, recherche privée et publique, Fonds National de la Recherche, ...), afin d'éviter des doubles emplois ou une utilisation inefficace des ressources disponibles.

\*

Après consultation de ses ressortissants et sous réserve de la prise en compte des observations qui précèdent, la Chambre de Commerce peut approuver le projet de loi sous rubrique.